

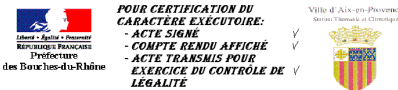


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX  
EN PROVENCE N° DL.2017-569**

**Séance publique du**

**13 décembre 2017**

**Présidence de Maryse JOISSAINS MASINI  
Maire d'Aix-en-Provence Vice-Président de la  
Métropole Aix-Marseille-Provence Président du  
Conseil de Territoire du Pays d'aix**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20171213- lmc1126394-DE-1-1
Date de signature : 15/12/2017
Date de réception : vendredi 15 décembre 2017
 <b>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE:</b> - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓

**OBJET : CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE ET LA METROPOLE AIX-MARSEILLE  
PROVENCE RELATIVE AUX COMPETENCES "EAU POTABLE" ET "ASSAINISSEMENT DES EAUX  
USEES" TRANFEREES AU 01/01/2018**

Le. 13 décembre 2017 à 10h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 07/12/2017, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

Monsieur Jacques AGOPIAN, Madame Abbassia BACHI, Monsieur Edouard BALDO, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Charlotte BENON, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Jean BOULHOL, Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Monsieur Raoul BOYER, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Madame Danièle BRUNET, Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Maurice CHAZEAU, Eric CHEVALIER, Madame Noelle CICCOLINI-JOUFFRET, Monsieur Philippe DE SAINTDO, Monsieur Gerard DELOCHE, Madame Brigitte DEVESA, Monsieur Alexandre GALLESE, Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Muriel HERNANDEZ, Madame Coralie JAUSSAUD, Madame Maryse JOISSAINS MASINI, Madame Gaelle LENFANT, Monsieur Claude MAINA, Madame Irène MALAUZAT, Madame Reine MERGER, Mme Arlette OLLIVIER, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Madame Liliane PIERRON, Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Monsieur Christian ROLANDO, Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Catherine SILVESTRE, Madame Josyane SOLARI, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Charlotte BENON, Madame Dominique AUGÉY à Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Patricia BORRICAND à Monsieur Gerard DELOCHE, Madame Sylvaine DI CARO à Monsieur Jean-Marc PERRIN, Monsieur Laurent DILLINGER à Monsieur Jean BOULHOL, Monsieur Gilles DONATINI à Eric CHEVALIER, Madame Michele EINAUDI à Madame Noelle CICCOLINI-JOUFFRET, Madame Sophie JOISSAINS à Monsieur Francis TAULAN, Madame Catherine ROUVIER à Monsieur Raoul BOYER.

**Excusés sans pouvoir :**

Madame Charlotte DE BUSSCHERE, Monsieur Sylvain DIJON, Madame Souad HAMMAL.  
Secrétaire : Jean BOULHOL

Monsieur Gérard BRAMOULLÉ donne lecture du rapport ci-joint.



D.G.A.S Finance, Numérique et Gestion  
Direction Finance et Budget

RAPPORT POUR  
LE CONSEIL MUNICIPAL  
DU 13 DÉCEMBRE 2017

**Nomenclature : 7.10**  
Divers

-----

**RAPPORTEUR** : Monsieur Gérard BRAMOULLÉ

**Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS**

**OBJET** : CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE ET LA METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE RELATIVE AUX COMPETENCES "EAU POTABLE" ET "ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES" TRANFEREES AU 01/01/2018- Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre la Commune et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace de certaines des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours de la commune pour l'exercice des compétences transférées en lui confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la Métropole, une convention de gestion relative aux compétences « Eau potable » et « Assainissement des eaux usées ».

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention sera conclue pour une durée maximale d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

La convention de gestion proposée à votre approbation fera l'objet d'une adaptation par avenant afin de prendre en compte les observations de la Ville qui n'ont pu être intégrées du fait des délais extrêmement contraints. Cet avenant fera l'objet d'une délibération modificative prévue, en accord avec la Métropole, pour le mois de février 2018.

Nous soulignons notre vif attachement à la gestion publique des compétences "Eau potable" et "Assainissement des eaux usées" actuellement gérées en régie municipale et rappelons en conséquence notre volonté de pérenniser ce mode de gestion.

Je vous demande mes Chers Collègues de bien vouloir :

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
  
- **APPROUVER** la convention relative aux compétences « Eau potable » et « Assainissement des eaux usées » entre la commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence telle qu'annexée à la présente ;
  
- **DIRE** que les mouvements financiers en résultant seront inscrits au budget communal 2018 ;
  
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué compétent, à signer la convention de gestion ci-annexée ainsi que tout document afférent ;
  
- **AUTORISER** Monsieur le Trésorier Principal, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à faire recettes des sommes dues à la Ville et à régler les dépenses afférentes.

DL.2017-569 - CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE ET LA METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE RELATIVE AUX COMPETENCES "EAU POTABLE" ET "ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES" TRANFEREES AU 01/01/2018-

Présents et représentés	: 52
Présents	: 43
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 52
Pour	: 52
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité le rapport qui précède.

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint délégué,  
Reine MERGER



---

1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»

**CONVENTION DE GESTION ENTRE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE AU TITRE DE LA COMPETENCE « EAU POTABLE » ET DE LA COMPETENCE « ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES »**

**La MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE,**

Dont le siège est sis : Le Pharo, 58, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille,

Représentée par son Président en exercice, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliée audit siège ;

Désignée ci-après « La Métropole »

**D'une part,**

**La Commune d'Aix en Provence**

Dont le siège est sis : Mairie, Place l'Hôtel de Ville, Aix en Provence

Représentée par son Maire en exercice, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliée en cette qualité audit siège ;

Désignée ci-après « La Commune »

**D'autre part,**

**Ensemble dénommées « Les Parties ».**

**PRÉAMBULE**

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.



L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre la Commune et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées ne pourront intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION**

La présente convention est une convention de gestion conclue sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L.5217-7 et de l'article L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

La présente convention n'a pas pour effet et ne saurait être interprétée comme opérant une quelconque délégation des compétences exercées par la Métropole au profit des communes.

## **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION**

Au titre de la présente convention, la Commune sera en charge de l'exercice de la compétence « Eau potable » et de la compétence « Assainissement des eaux usées »

Ces compétences, transférées à la Métropole, recouvrent notamment :

- la protection de la ressource, la production, le transport et la distribution de l'eau potable,
- la collecte, le transport et le traitement des eaux usées ainsi que le transport et l'élimination des boues d'épuration
- la réalisation des travaux et des contrôles rendus nécessaires par ces interventions,

Au titre des missions de gestion confiées par la présente convention, la Commune sera en charge de :

- la gestion des services
- toutes les études relatives à la gestion de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées,
- toutes les tâches liées à la gestion des abonnés des services, le cas échéant, le recouvrement des redevances et participations pour le compte de tiers dans le cadre de convention spécifique,
- de gérer l'extension et l'exploitation des infrastructures,
- la mise en œuvre opérationnelle et la continuité d'exploitation des services dont la maintenance, l'entretien et le renouvellement des ouvrages affectés aux services,
- effectuer, en relation avec les services métropolitains, les prévisions et l'exécution budgétaire en fonctionnement et investissement,
- préparer et effectuer les tâches administratives relatives à la commande publique en vue de leur présentation à l'autorité métropolitaine,
- la sécurité de l'approvisionnement en eau et le maintien de la satisfaction des besoins prioritaires,
- la sécurité et la protection de l'environnement dans le cadre du traitement et de la dépollution des eaux,
- des prestations annexes liées à l'instruction des questions d'urbanisme (certificats d'urbanisme, permis de construire, dossiers réglementaires et autorisations, etc.),
- l'instruction des demandes de déclaration de travaux, déclaration d'intention de commencement de travaux et autorisations de travaux d'urgence.

## **ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION**

Les missions qui seront, à titre transitoire, exercées par la Commune s'appuieront notamment sur :

- les prestations assurées par la Commune (en régie directe ou en régie personnalisée),
- les biens matériels et immatériels, mobiliers et immobiliers, nécessaires à leur exercice ;
- les contrats dont la Commune ou la Métropole sont titulaires et qui ont pour objet de répondre partiellement ou intégralement aux besoins relatifs à l'exercice des missions confiées à la Commune.

Le Maire de la Commune conserve l'ensemble des pouvoirs de police dont il dispose dans les conditions prévues à l'article L. 5211-9-2 du CGCT.

### **3.1 Personnels et services**

Les personnels exerçant tout ou partie de leurs missions pour l'exercice de la compétence objet de la présente convention demeurent, pour la période transitoire couverte par la présente convention, sous l'autorité hiérarchique du Maire, en application des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Toute modification du tableau des effectifs et des emplois relatifs aux compétences objet de la présente convention fera l'objet d'un accord préalable de la Métropole.

### **3.2 : Suivi et exécution des contrats concourant à l'exercice par la Commune des missions confiées**

La Commune est en charge de l'exécution et du contrôle de tous les contrats en cours ou à conclure afférents à la compétence visée dans la présente convention ou par lesquels elle fait exécuter les tâches concourant aux missions qui leurs sont confiées, nonobstant le transfert éventuel d'une partie de ceux-ci à la Métropole. Elle prend toute décision ou acte s'y rapportant.

Lorsque la Métropole est substituée à la Commune dans les droits et obligations nés d'un contrat, les cocontractants sont informés par la Métropole que la Commune agit au nom et pour le compte de la Métropole.

La Commune règle les dépenses nées de l'exécution de ces contrats. Ces dépenses sont compensées par la Métropole dans les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

### **3.3. Conclusions des contrats concourant à l'exercice par la Commune des missions confiées**

### Contrats et conventions ne relevant pas de la Commande Publique :

La Commune prend toutes décisions et actes et effectue toutes tâches matérielles se rapportant à la conclusion des conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées, dès lors que celle-ci n'ont pas la nature d'un contrat relevant de la commande publique. Elle en informe la Métropole.

### Contrats et conventions relevant de la commande publique :

S'agissant spécifiquement des conventions soumises aux règles de la commande publique à conclure pendant la durée de la présente convention ou devant faire l'objet d'un avenant, seuls les organes de la Métropole seront compétents pour procéder à la désignation des cocontractants et à la signature des actes en cause, que ces actes requièrent l'intervention préalable, prévue par la loi, d'une commission (commission d'appel d'offres, commission de délégation de service public, commission consultative des services publics locaux) ou soient conclus à l'issue d'une procédure adaptée ou de gré à gré.

Toutefois, dans ce cas, la Commune est en charge :

- de la rédaction des documents de la consultation et des éventuels avis d'appel public à la concurrence ;
- des courriers et notifications à destination des candidats ;
- de l'instruction et de l'analyse des candidatures et des offres, étant précisé que les organes compétents de la Métropole conservent toute latitude pour confirmer ou infirmer ces travaux préparatoires à la conclusion du contrat.

### **3.4 : Usage des biens, équipements et occupation du domaine public**

Pour l'exercice des missions visées à l'article 2, la Métropole confère à la Commune un droit d'usage des biens meubles et immeubles qui lui ont été mis à disposition dans le cadre du transfert de compétence et affectés à l'exercice des missions confiées en gestion.

Lorsque l'utilisation de ces biens et la gestion du service public l'imposent, la présente convention tient lieu d'autorisation d'occupation du domaine public métropolitain. L'autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit.

La Commune s'acquitte de la totalité des charges, souscriptions des abonnements et consommations de fluides (électricité, gaz, eau, etc.) se rapportant à ces biens.

Ces dépenses sont compensées par la Métropole dans les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

Elle est tenue de se conformer aux lois et règlements relatifs à son activité, notamment en matière de réglementation d'accueil, d'hygiène et de sécurité.

La Commune doit veiller en permanence à la propreté, à la qualité et au bon état d'entretien des équipements et des moyens relevant des services qui lui sont confiés.

Au titre de la convention, la Commune assume la réalisation de travaux d'entretien courant et de maintenance des biens concernés.

Les travaux de gros entretien et de renouvellement des biens concernés sont pris en charge par la Commune dans les conditions prévues aux articles 4 et 5 ci-après.

## **ARTICLE 4 : MODALITES DE PRISE EN CHARGE PAR LA COMMUNE DES OPERATIONS RELATIVES A LA COMPETENCE OBJET DE LA CONVENTION**

Les modalités de prise en charge par la Commune :

- des travaux et opérations décidés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et ayant reçu un commencement d'exécution ;
- des travaux et opérations nouveaux ou ne pouvant être considérées comme décidées à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à cette date ;

sont réglées par les stipulations ci-après.

Au sens du présent article, constitue une opération, la création d'un équipement, sa modification, son extension ainsi que les travaux de gros entretien et de renouvellement de celui-ci.

### **4.1. Travaux et opérations décidés par la Commune antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

Une opération est considérée comme décidée lorsque, conformément à l'article R.5215-3 du CGCT, de manière cumulative, l'avant-projet et le plan de financement intégral de celle-ci ont été approuvés sans réserves par la Commune avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Lorsque cette approbation résulte de délibérations ou décisions distinctes, la plus tardive des délibérations ou décisions détermine la date à laquelle les travaux ou l'opération sont réputés décidés.

La Commune assure en qualité de maître d'ouvrage délégué l'achèvement des travaux et opérations initiés sous sa maîtrise d'ouvrage au titre de la compétence objet de la présente, décidées et ayant reçu un commencement d'exécution avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, conformément aux stipulations de l'article 5.2.2.

### **4.2. Opérations nouvelles ou non décidées à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018**

Durant la période de validité de la présente convention, la prise en charge par la Commune des opérations nouvelles, non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 est réglée, selon le cas :

Par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue entre la Métropole, la Commune et, le cas échéant, tout maître d'ouvrage compétent à l'égard des travaux ou de l'opération en cause en application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Par une convention distincte de mandat de maîtrise d'ouvrage conclue entre la Métropole et la Commune en application des articles 3,4 et 5 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Ces conventions fixent les modalités de prise en charge par la Métropole des coûts exposés par la Commune selon les modalités fixées à l'article 5.2.3 de la présente convention.

#### **4.3 Réception et remise des ouvrages neufs**

Quelles que soient les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage, la Métropole sera associée aux opérations de réception de travaux effectués par la Commune sur les bâtiments, réseaux et ouvrages participant à l'exercice de la compétence relevant de la présente convention.

À l'issue des opérations de réception, la liste des documents nécessaires à l'identification des bâtiments, ouvrages et réseaux sera transmise par la Commune à la Métropole.

Les bâtiments, réseaux, ouvrages réalisés par un tiers en qualité de maître d'ouvrage délégué ou au titre d'un transfert de maîtrise d'ouvrage et relevant des compétences exercées par la Commune pour le compte de la Métropole feront l'objet d'une réception coordonnée entre le maître d'ouvrage tiers, la Commune et la Métropole.

A compter de leur réception, la Commune assurera la gestion, l'entretien et la maintenance des biens pour la durée de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 3.4.

#### **ARTICLE 5 : MODALITÉS BUDGETAIRES, COMPTABLES ET FINANCIÈRES**

Pour la gestion des services et la réalisation des équipements objets de la présente convention, la Commune interviendra pour le compte de la Métropole, dans le respect des règles budgétaires, financières et de la comptabilité publique.

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice des missions et tâches relevant de la présente convention feront l'objet d'une comptabilisation dans le budget principal ou le budget annexe de la Commune, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exécution de la convention.

#### **5.1 Rémunération**

La réalisation par la Commune des missions et tâches objets de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération. Cependant, la prise en charge des dépenses exposées par la Commune pour l'exercice des missions et tâches qui lui sont confiées par la présente convention intervient selon les modalités exposés ci-dessous.

## **5.2 Dépenses et recettes liées à l'exercice de la compétence objet de la convention de gestion.**

La Commune engage et mandate les dépenses et encaisse les recettes liées à l'exercice de la compétence objet de la présente convention, lesquelles font l'objet d'une comptabilisation dans le budget annexe de la Commune.

Cette comptabilisation doit permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exécution de la présente convention.

La Commune s'acquitte des remboursements d'échéances des emprunts historiques, des impôts, taxes et redevances associés, ainsi que de la TVA, dans les cas où la réglementation l'impose. S'il y a lieu, elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.

Elle sollicite toutes subventions auxquelles la Métropole est éligible ainsi que les encaissements auprès des partenaires. Toutefois, dans le cadre d'opérations spécifiques, la Métropole pourra solliciter directement des subventions liées à des politiques fléchées.

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice de la compétence exercée

En application des règles relatives au FCTVA, seule la Métropole, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, bénéficie d'une attribution du fonds de compensation puisque les dépenses réalisées par la Commune ne constituent pas pour elle une dépense réelle d'investissement. En conséquence, la Métropole fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte. Ces sommes seront prises en compte dans le calcul du remboursement mentionné à l'article 5.3.

La Commune lui fournira un état des dépenses acquittées et des recettes perçues pour réaliser cette opération à l'échéance de la convention et au plus tard quatre mois à compter de la fin de l'exercice 2018, accompagné des copies des factures. Ce document servira de support à la reddition des comptes prévus à l'article 5.3.

La Commune procédera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique du secteur local. Elle procédera à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux règles de la comptabilité publique.



### **5.2.1. Compensation des coûts exposés au titre d'opérations nouvelles.**

La Commune prend en charge, au titre des missions visées à l'article 2, des dépenses d'équipement correspondant à des opérations nouvelles de gros entretien ou au renouvellement des équipements, de leur création, modification ou extension dans la limite des recettes perçues à l'occasion de l'exploitation des services et de l'exécution des missions prévues à la présente convention.

Pour la prise en charge de ces dépenses d'équipement relative à des opérations nouvelles, il appartient à la commune :

- préalablement à l'engagement de toute opération et de toute dépense, d'obtenir l'approbation par la Métropole du programme de travaux, de l'enveloppe financière et du plan de financement correspondant ;
- de produire un décompte des opérations réalisées, accompagné d'une copie des factures et pièces justificatives et de l'état de mandat correspondant conformément aux stipulations ci-dessous.

### **5.2.2. Compensation des coûts exposés au titre d'opérations décidées et ayant reçu un commencement d'exécution.**

La Commune assure la gestion et la réalisation des travaux et opérations initiés sous sa maîtrise d'ouvrage au titre de la compétence objet de la présente, décidées et ayant reçu un commencement d'exécution avant le 1er janvier 2018.

Les dépenses d'équipement nécessaires à l'achèvement d'opérations décidées sont acquittées par la Commune, conformément au régime des opérations visées à l'article R. 5215-4 du CGCT qui prévoit que « les opérations décidées, autres que celles qui sont mentionnées à l'article R. 5215-5, qui ont reçu un commencement d'exécution constitué par l'acte juridique créant entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre une obligation contractuelle définitive, ou dans le cas de travaux effectués en régie directe, par la constitution d'approvisionnement ou le début d'exécution des travaux, sont poursuivies par la commune ».

Les coûts de ces opérations doit être couvert conformément aux plans de financement arrêtés et déclarés par la commune, et dans cette limite.

Si des recettes affectées par la Commune au financement de l'opération sont, en tout ou partie, perçues par la Métropole en application du transfert de compétence objet de la présente convention, elles font l'objet d'un reversement à la Commune qui les emploie exclusivement au paiement des coûts de l'opération ou des travaux décidés.

### **5.2.3. Compensation des coûts exposés en cas de situation d'urgence.**

En cas d'urgence impérieuse mettant en cause la sécurité des usagers et / ou celle des ouvrages et leur conservation, la Commune est autorisée à engager toutes actions ou tous travaux imposés par ces circonstances, à charge pour elle d'informer la Métropole dès la survenance de l'évènement afin d'obtenir un accord pour la bonne fin des initiatives, décisions ou travaux engagés à cet effet.

Les coûts exposés à cette occasion seront remboursés à l'euro/l'euro par la Métropole si ils excèdent le montant des recettes liées à l'exécution de la présente convention sur production par la Commune du décompte des opérations réalisées, accompagné d'une copie des factures et pièces justificatives et de l'état de mandat correspondant conformément aux stipulations ci-dessous.

### **5.3. Bilan financier / Modalités de remboursement.**

La Métropole assurera la charge des dépenses nettes des recettes, réalisées par la Commune d'Aix en Provence. Toutefois, tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de mandatement dans les délais reste à sa charge.

Conformément à la rubrique 49422 de l'article D.1617-19 du CGCT, la Commune transmettra à la Métropole à la fin de chaque trimestre un décompte des opérations réalisées, accompagné d'une copie des factures ou de toute autre pièce justificative prévue par le décret des pièces justificatives ainsi qu'une attestation du comptable certifiant que les paiements ont été effectués par ce dernier. La Commune transmettra en outre à la Métropole un état des recettes accompagné des pièces justificatives certifiées par le comptable attestant l'encaissement de ces dernières.

Pour que la Métropole puisse réintégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, le décompte distinguera les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- à la section de fonctionnement, en faisant apparaître les dépenses de personnel distinctement des autres dépenses ;
- à la section d'investissement.

Il est procédé, le cas échéant, au versement dû par la Métropole dans le délai de trois mois à compter de la fin de l'exercice.

Une avance pourra être versée sur demande motivée de la Commune et accord de la Métropole. Les modalités de versement de l'avance seront mises en adéquation avec le rythme de perception des recettes liées à l'exécution de la présente convention. Le montant de cette avance ne pourra être supérieur au quart des dépenses consacrées à la compétence transféré inscrit à la section de fonctionnement du dernier compte administratif adopté par la commune. Le versement de la première avance interviendra au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année 2018 sur présentation du montant justifié.

Le remboursement de l'avance sera opéré sur le remboursement du dernier trimestre, en cas de versement supérieur aux justificatifs transmis par la commune, un titre de recette sera émis à cet effet.

## **ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉS**

La Commune est responsable, à l'égard de la Métropole et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Elle est en outre responsable, à l'égard de la Métropole et des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixées par la présente convention.

Elle est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra pour information à la Métropole et de souscrire tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation de biens mobiliers, mis à sa disposition par la Métropole, nécessaires à l'exercice de la compétence visée à la présente convention.

La Métropole s'assurera contre toute mise en cause de sa responsabilité et celle de ses représentants en sa qualité d'autorité titulaire de la compétence visée par la présente convention.

## **ARTICLE 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

### **7.1 Durée**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

### **7.2 Modification de la convention**

Les parties ont la faculté de modifier d'un commun accord l'étendue des missions confiées à la Commune et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

## **ARTICLE 8 : LITIGES**

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différent au tribunal administratif compétent.

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à .....,  
Le .....

Fait à .....  
Le .....

Pour la Commune

Pour la Métropole

## BUDGET ASSAINISSEMENT ANNEXE 1

COMPTES	OPERATIONS		MONTANTS DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HT		
	DESIGNATIONS	DESCRIPTIFS	2017 à solder sur 2018	2018	TOTAL
2051	licences	achat de licences 2018 + projet work'o	10 000	90 000	100 000
<b>S/t 20</b>			<b>10 000</b>	<b>90 000</b>	<b>100 000</b>
2154	Matériel spécifique d'exploitation	Achat de matériel	60 000	760 000	820 000
2182	Matériel de transport	achat matériel de transport	9 000	260 000	269 000
2183	Matériel informatique	Achat matériel informatique	2 300	50 000	52 300
2184	Mobilier	Achat de mobiliers	0	20 000	20 000
21351	Travaux bâtiment exploitation	travaux construction bâtiments d'exploitation transport et traitement des eaux usées	4 000	64 000	68 000
21355	Travaux bâtiments administratifs	Aménagement locaux Barida et travaux de finition av. de Pérouse	84 000	234 000	318 000
21532	Travaux réseaux	Programme de rénovation et d'extension de réseaux	500 000	5 200 000	5 700 000
<b>s/t 21</b>			<b>659 300</b>	<b>6 588 000</b>	<b>7 247 300</b>
2313	Opération Biogaz Pioline	Maîtrise d'œuvre et travaux biogaz	0	500 000	500 000
<b>s/t 23</b>			<b>0</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
<b>TOTAL</b>			<b>669 300</b>	<b>7 178 000</b>	<b>7 847 300</b>

**ANNEXE 1 - DÉTAIL DES OPERATIONS DECIDÉES ET AYANT RECU UN COMMENCEMENT  
D'EXÉCUTION  
COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES**

**Ligne : 2051**

**Désignation de l'opération :** Licences

**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Achats licences 2017

**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Achats de licences 2018 et projet WORK'O

**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	10 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	90 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>90 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	90 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2154**

**Désignation de l'opération :** Matériel spécifique d'exploitation

**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Achats matériels 2017

**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Achats matériels 2018

**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	60 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	760 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>820 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	820 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2182****Désignation de l'opération :** Matériel de transport**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Achats matériels de transport 2017**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Achats matériels de transport 2018**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	9 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	260 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>269 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	269 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2183****Désignation de l'opération :** Matériel informatique**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Achats informatiques 2017**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Achats informatiques 2018 et projet Work'O**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	2 300 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	50 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>52 300 €</b>
Montant des recettes d'investissement	52 300 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2184****Désignation de l'opération : Mobilier****Description sommaire du programme à solder en 2018 : Achats mobilier 2017****Description sommaire du programme des nouvelles opérations : Achats mobilier 2018****Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement à solder sur 2018	0 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	20 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>20 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	20 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2313****Désignation de l'opération : Opération Biogaz Pioline****Description sommaire du programme à solder en 2018 : RAS****Description sommaire du programme de l'opération : Maîtrise d'œuvre et travaux Biogaz****Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	0 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	500 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>500 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	500 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%



**Ligne : 21351****Désignation de l'opération :** Travaux bâtiments exploitation**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** RAS**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Travaux bâtiments exploitation transport et traitement des eaux usées**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement à solder sur 2018	4 000€
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	64 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>68 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	68 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 21355****Désignation de l'opération :** Travaux bâtiments administratifs**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** RAS**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Aménagement des locaux de Barida et travaux de finition avenue de Pérouse**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement à solder en 2018	84 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	234 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>318 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	318 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

Ligne : 21532

**Désignation de l'opération :** Travaux réseaux

**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Programme d'extension et de rénovation 2017

**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Programme de rénovation et d'extension 2018

**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	500 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	5 200 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>5 700 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	5 700 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

## BUDGET EAU ANNEXE 1

COMPTES	OPERATIONS		MONTANTS DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HT		
	DESIGNATIONS	DESCRIPTIFS	2017 à solder sur 2018	2018	TOTAL
2051	licences	achat de licences 2018 + projet work'o	0	80 000	80 000
<b>s/t 20</b>			<b>0</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>
2182	Matériel de transport	achat matériel de transport	28 000	50 000	78 000
2183	Matériel informatique	Achat matériel informatique	0	50 000	50 000
2184	Mobilier	Achat de mobiliers	0	20 000	20 000
21351	Travaux bâtiment exploitation	travaux construction stations production et distribution d'eau potable (Coutheron, Cartoux...)	0	60 000	60 000
21355	Travaux bâtiments administratifs	Aménagement locaux Barida et av. de Pérouse	50 000	400 000	450 000
21531	Travaux réseaux eau potable	Programme d'extension et de rénovation	530 000	5 200 000	5 730 000
21561	Matériel spécifique d'exploitation	achat matériel	35 000	650 000	685 000
<b>s/t 21</b>			<b>643 000</b>	<b>6 430 000</b>	<b>7 073 000</b>
2313	Station traitement des eaux de St-Eutrope	Travaux réseaux secteur St-Eutrope	0	600 000	600 000
<b>s/t 23</b>			<b>0</b>	<b>600 000</b>	<b>600 000</b>
<b>TOTAL</b>			<b>643 000</b>	<b>7 110 000</b>	<b>7 753 000</b>

**ANNEXE 1 - DÉTAIL DES OPERATIONS DECIDÉES ET AYANT RECU UN COMMENCEMENT  
D'EXÉCUTION  
COMPÉTENCE EAU POTABLE**

**Ligne : 2051**

**Désignation de l'opération :** Licences

**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Achats licences 2017

**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Achats de licences 2018 et projet WORK'O

**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	0 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	80 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>80 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	80 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2182**

**Désignation de l'opération :** Matériel de transport

**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Achats matériels de transport 2017

**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Achats matériels de transport 2018

**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	36 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	86 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>122 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	122 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2183****Désignation de l'opération : Matériel informatique****Description sommaire du programme à solder en 2018 : Achats informatiques 2017****Description sommaire du programme des nouvelles opérations : Achats informatiques 2018****Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	1 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	50 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>51 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	51 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2184****Désignation de l'opération : Mobilier****Description sommaire du programme à solder en 2018 : Achats mobilier 2017****Description sommaire du programme des nouvelles opérations : Achats mobilier 2018****Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement à solder sur 2018	0 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	20 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>20 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	20 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 2313****Désignation de l'opération :** Opération St Eutrope**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** RAS**Description sommaire du programme de l'opération :** Travaux réseaux secteur St Eutrope et maîtrise d'œuvre Usine**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	0 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	600 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>600 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	600 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 21351****Désignation de l'opération :** Travaux bâtiments exploitation**Description sommaire du programme à solder en 2018 :****Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Travaux bâtiments exploitation production et distribution d'eau potable (Couteron, Cartoux, ....)**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement à solder sur 2018	0€
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	60 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>60 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	60 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 21355****Désignation de l'opération :** Travaux bâtiments administratifs**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** RAS**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Aménagement des locaux de Barida et travaux de finition avenue de Pérouse**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement à solder en 2018	25 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	475 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>500 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	500 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

**Ligne : 21531****Désignation de l'opération :** Travaux réseaux**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Programme d'extension et de rénovation 2017**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Programme de rénovation et d'extension 2018**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	830 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	6 000 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>6 830 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	6 830 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%

Ligne : 21561

**Désignation de l'opération :** Matériel spécifique d'exploitation

**Description sommaire du programme à solder en 2018 :** Achats matériels 2017

**Description sommaire du programme des nouvelles opérations :** Achats matériels 2018

**Plan de financement (en € HT)**

Montant des dépenses d'investissement 2017 à solder sur 2018	87 000 €
Montant des nouvelles dépenses d'investissement 2018	740 000 €
<b>Montant Total</b>	<b>817 000 €</b>
Montant des recettes d'investissement	817 000 €
Dont financement par budget annexe eau potable	100%
Dont taxe d'aménagement ou participations (PUP)	0%
Dont fonds de concours	0%
Dont financement extérieur (subventions du Département, de la Région ou autres organismes)	0%
Dont FCTVA	0%



COMPETENCE "EAU POTABLE" ET COMPETENCE "ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES"

ANNEXE 2

Etat prévisionnel des effectifs au 31/12/2017 - Régie des Eaux et Assainissement

Sous réserve des avancements de grades et promotion interne (CAP 2018) et de la gestion administrative des carrières (retraites...)

L'écart constaté entre le périmètre CLECT et le nombre de postes transférés vient du fait, comme indiqué dans les remarques sur la CLECT, le périmètre retenu dans INFOCOLLECT a été les agents affectés à la compétence au 31 décembre 2016 alors que pour ceux ayant quitté la CT dans l'année et pas encore remplacé au 31/12 de l'année, il était impossible de les saisir. En revanche ils ont été mentionnés sur le tableau EXCEL enregistré sur le questionnaire RH. Le fait de retirer le montant du 012 permet de lisser cette écart et de ne pas poser de problème financier

89

Service/belle	Nom	Prénom	ETP transféré	Poste/belle	Statut/belle	Grade/belle
REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	LAURENT	François	1	DAST- Directeur Régie de l'eau et de l'assain.	Titulaire	Ingénieur en chef HCI
REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	RIVOIRE	Sylvia	1	secrétaire de direction	Titulaire	Adjt adm ter Pal 2CI
REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	SAIDI BENNACEUR	Nacera	1	chargé de mission services techniques	Titulaire	Attaché Pal
DEPARTEMENT HYDRAULIQUE	GERIN	Guillaume	1	chef de département hydraulique	Titulaire	Ingénieur Pal
DEPARTEMENT HYDRAULIQUE	ALLARD	Elodie	1	secrétaire de direction	Titulaire	Adjt adm ter
DEPARTEMENT HYDRAULIQUE	HURON	Liliane	1	Gestionnaire eau assainissement	Apprenti	Apprenti
DIRECTION FINANCE & RELATION CLIENTELE	ROCHE	Marie-Angèle	1	directeur administratif	Titulaire	Directeur ter
DIRECTION FINANCE & RELATION CLIENTELE	LAUGERO	Stéphanie	1	archiviste	Contractuel Occasionnel	Adjt adm ter
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	SIFFLET	Franck	1	chef de service administratif	Titulaire	Ingénieur Pal
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- A	COSTA	Yves	1	chargé des relations clientèle	Titulaire	Adjt adm ter
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- A	MULLER	Céline	1	assistant de gestion administrative	Titulaire	Adjt adm ter Pal 2CI
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	BARHOUMI	Habib	1	employé administratif	Titulaire	Adjt adm ter
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	BELLOT MAUROZ	Valérie	1	assistant de gestion administrative	Titulaire	Adjt adm ter Pal 2CI
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	BOUDCHICHA	Sabrina	1	chargé des relations clientèle	Stagiaire	Adjt adm ter
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	DARCHICOURT	Laurie	1	assistant de gestion administrative	Titulaire	Rédacteur
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	DE ANDREIS	Jean-Pascal	1	chargé de relations clientèle	Titulaire	Adjt adm ter
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	MICHIELS	Nellie	1	employé administratif	Titulaire	Adjt adm ter
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	ORTEGA	Sabrina	1	chargé des relations clientèle	Stagiaire	Adjt adm ter
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	SIARI	Djéma	1	assistant de gestion administrative	Contractuel Permanent	CONTRACTUEL B
SCE RELATION CLIENTELE -HYDRAULIQUE- E	ZERKANI-MEBAREK	Sabrina	1	chargé des relations clientèle	Titulaire	Adjt adm ter
ADM.& COMPTABILITE DEPT. HYDRAULIQUE E	ARAKILIAN	Patricia	1	chef de service administratif	Titulaire	Attaché Pal
ADM.& COMPTABILITE DEPT. HYDRAULIQUE E	AMARI BAHJI	Sonia	1	comptable	Titulaire	Adjt adm ter
ADM.& COMPTABILITE DEPT. HYDRAULIQUE E	CHERIF	Chiraz	1	secrétaire de direction	Stagiaire	Adjt adm ter
ADM.& COMPTABILITE DEPT. HYDRAULIQUE E	PINARD	Maria-Isabel	1	aide comptable	Titulaire	Adjt adm ter
DIRECT.EXPLOITATION ASSAINISSEMENT&EAU A	MARINO	Jean-Marc	1	directeur technique	Titulaire	Ingénieur Pal
DIRECT.EXPLOITATION EAU&ASSAINISSEMENT E	VINGUERRA	Laure	1	secrétaire de direction	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
DIRECT.EXPLOITATION ASSAINISSEMENT&EAU A	BASSON	Delphine	1	gestionnaire eau et assainissement	Mise a Dispo. Entrante (M)	Adjt tech ter
DIRECT.EXPLOITATION EAU&ASSAINISSEMENT E	GIROD	Carine	1	assistant de gestion administrative	Titulaire	Technicien Pal 1CI
DIRECT.EXPLOITATION EAU&ASSAINISSEMENT E	TRICOTEAUX	Emilie	1	employé administratif	Titulaire	Adjt adm ter
SERVICE USINES & STATIONS A	MASSOLO	Marc	1	chef de service technique	Titulaire	Technicien Pal 1CI
SERVICE USINES & STATIONS E	BRAULT	Edgar	1	électromécanicien	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE USINES & STATIONS E	ORLANDO	Thierry	1	électromécanicien	Titulaire	Agent de maîtrise Pal

Service Libelle	Nom	Prenom	ETP transféré	Poste Libelle	Statut Libelle	Grade Libelle
SERVICE USINES & STATIONS E	PENON	Christophe	1	1 électromécanicien	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE USINES & STATIONS A	CARANTA	Nicolas	1	1 électromécanicien	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE USINES & STATIONS A	CHASTAIN	Jérémy	1	1 électromécanicien	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE USINES & STATIONS A	COLOMA	Arnaud	1	1 électromécanicien	Contractuel Permanent	Agent de maîtrise
SERVICE USINES & STATIONS A	YEROLYMOUS	Loic	1	1 contrôleur eau et assainissement	Titulaire	Technicien Pal 2CI
SERVICE EAU POTABLE	UGO	Fabrice	1	1 chef de service technique	Titulaire	Technicien Pal 1CI
SERVICE EAU POTABLE	FOURMY	Florence	1	1 Surveillant de travaux eau et assainissement	Contractuel Permanent a	Technicien
SERVICE EAU POTABLE	FERREIRA	Frédéric	1	1 Surveillant de travaux eau et assainissement	Contractuel Permanent a	Adjt tech ter
SERVICE EAU POTABLE	GAUTHIER	Estelle	1	1 Ordonnanceur	Titulaire	Technicien Pal 2CI
SERVICE EAU POTABLE	SALIBA	Jonathan	1	1 metalier	Apprenti	Apprenti
SERVICE EAU POTABLE	AMARA	Lahcene	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE EAU POTABLE	BRUNO	Fabien	1	1 plombier	Titulaire	Adjt tech ter Pal 2CI
SERVICE EAU POTABLE	DEMANGEON	Romain	1	1 plombier	Titulaire	Adjt tech ter
SERVICE EAU POTABLE	DOMINICI	Bruno	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Adjt tech ter Pal 1CI
SERVICE EAU POTABLE	HAMIDAQUI	Nordine	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE EAU POTABLE	MITRANO	Eric	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE EAU POTABLE	OLIVER	Stéphane	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE EAU POTABLE	COUCOUREUX	Joris	1	1 magasinier	Stagiaire	Adjt tech ter
SERVICE EAU POTABLE	DAIDONE	Lucas	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Adjt tech ter
SERVICE EAU POTABLE	HENRY	Anne-Sophie	1	1 contrôleur eau et assainissement	Titulaire	Technicien Pal 1CI
SERVICE EAU POTABLE	MOLINERI	Mathis	1	1 surveillant de travaux	Contractuel Permanent	Adjt tech ter
SERVICE ASSAINISSEMENT	BARLET	Jacques	1	1 chef de service technique	Titulaire	Technicien Pal 1CI
SERVICE ASSAINISSEMENT	BARRAS	Camille	1	1 gestionnaire eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE ASSAINISSEMENT	BARRET	Christian	1	1 égoutier	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE ASSAINISSEMENT	GUIBOT	Philippe	1	1 égoutier	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE ASSAINISSEMENT	GUIRAND	Eric	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE ASSAINISSEMENT	MOTTIN	Philippe	1	1 égoutier	Titulaire	Adjt tech ter Pal 1CI
SERVICE ASSAINISSEMENT	RIVAS	Gérald	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE ASSAINISSEMENT	TESTA	Claude	1	1 égoutier	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE ASSAINISSEMENT	BENTOUIMI	Mohammed	1	1 égoutier	Titulaire	Adjt tech ter
SERVICE ASSAINISSEMENT	BOUDOUAYA	Omar	1	1 égoutier	Titulaire	Adjt tech ter Pal 1CI
SERVICE ASSAINISSEMENT	COLOMAR	Anthony	1	1 surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Adjt tech ter Pal 1CI
SERVICE ASSAINISSEMENT	LEYOUDEC	Mario	1	1 égoutier	Titulaire	Adjt animation
SERVICE ASSAINISSEMENT	ROCCIA	Frédéric	1	1 égoutier	Titulaire	Adjt tech ter Pal 1CI
SERVICE FONTAINES A	GIFFARD	David	1	1 gestionnaire eau et assainissement	Titulaire	Technicien Pal 2CI
SERVICE FONTAINES A	LACROIX	José	1	1 fontainier	Titulaire	Adjt tech ter Pal 2CI
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	DESIGNES	Manuel	1	1 chef de service technique	Titulaire	Technicien Pal 1CI
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	MASTORG	Nicolas	1	1 Surveillant de travaux eau et assainissement	Stagiaire arrivée prévue 0	Agent de maîtrise
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	FESSARD	Franck	1	1 chargé de relations clientèle	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	BARROIS	Guy	1	1 releveur de compteurs	Titulaire	Adjt tech ter Pal 1CI
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	GUJNIERI	Pierre	1	1 gestionnaire eau et assainissement	Titulaire	Adjt tech ter
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	KOUAHLI	Sahadala	1	1 gestionnaire eau assainissement	Titulaire	Adjt tech ter Pal 2CI

ServiceLibelle	Nom	Prenom	ETP transféré	PosteLibelle	StatutLibelle	GradeLibelle
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	LONG	Laurent	1	gestionnaire eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise Pal
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	MARTINEZ	Patrick	1	gestionnaire eau et assainissement	Titulaire	Adjt tech ter Pal 2CI
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	MINNITI	Maxime	1	releveur de compteurs	Stagiaire	Adjt tech ter
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	MOSTEFAOUI	Hocine	1	releveur de compteurs	Titulaire	Adjt tech ter Pal 2CI
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	PERNA	Jérémy	1	gestionnaire eau et assainissement	Stagiaire	Agent de maîtrise
SERVICE INNOVATION & RENDEMENT	VERHAEGHE	Maxime	1	releveur de compteurs	Stagiaire	Adjt tech ter
<b>DIRECT. PROSPECTIVES ET PROJETS E &amp; A</b>	<b>COQUERY-GODZINSKI</b>	<b>Claire</b>	<b>1</b>	<b>directeur technique</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Ingénieur Pal</b>
<b>SERVICE ETUDES ET TRAVAUX A</b>	<b>FIGUIERE</b>	<b>Sylvain</b>	<b>1</b>	<b>chef de service technique</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Technicien Pal 1CI</b>
SERVICE ETUDES ET TRAVAUX A	PORTAL	Bruno	1	Technicien VRD	Titulaire	Technicien
SERVICE ETUDES ET TRAVAUX A	DERIAZ	David	1	surveillant de travaux eau et assainissement	Titulaire	Agent de maîtrise
SERVICE ETUDES ET TRAVAUX A	DUFFAU	Julien	1	chargé d'études projets hydrauliques	Titulaire	Technicien Pal 2CI
SERVICE ETUDES ET TRAVAUX A	GONCALVES AFONSO	Manuel	1	assistant de gestion technique	Stagiaire	Adjt tech ter
SERVICE ETUDES ET TRAVAUX A	PRIVET	Vincent	1	chargé d'études projets hydrauliques	Contractuel Permanent	Technicien
SERVICE ETUDES ET TRAVAUX A	FAURIS	Olivier	1	Vacant	Titulaire	Adjt adm ter
<b>SERVICE PROCEDURES INFO &amp; CARTOGRAPHIE</b>	<b>DI MAIOLO</b>	<b>Philippe</b>	<b>1</b>	<b>chef de service technique</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Technicien Pal 1CI</b>